

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara
CS 70248
Cedex 03
13331 Marseille

Marseille, le 07 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAMP

CSDU du Vallon du Fou
le Vallon du Fou
13117 MARTIGUES

Références : SS/AL D-1292-MRT-2022
SPR/UICPE/JN/n° 435-2023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement MAMP implanté CSDU du Vallon du Fou le Vallon du Fou 13117 MARTIGUES. L'inspection a été annoncée le 31/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAMP
- CSDU du Vallon du Fou, le Vallon du Fou 13117 MARTIGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006404706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Métropole Aix Marseille Provence exploite une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Le Vallon du Fou, conformément à l'arrêté préfectoral du 9 février 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- retour sur les visites précédentes ;
- suivi des lixiviats
- risque incendie
- réception des boues

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Réception des boues	Code de l'environnement du 08/06/2022, article L.541-1 II- 2°	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchets de dégrillage de la station d'épuration de Martigues	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III-1-d)	/	Sans objet
Déchets de dégrillage de la station d'épuration de Martigues	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexe III-2	/	Sans objet
Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.8.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Débroussaillage / abattage d'arbres	AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2020, article 2	/	Sans objet
Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2	/	Sans objet
Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions relatives au risque incendie (moyens disponibles, vérifications, débroussaillage) sont respectées.

Des écarts relatifs au suivi des lixiviats et aux procédures de caractérisation / acceptation de certaines typologies de déchets ont été constatés. Il est demandé des éléments complémentaires à l'exploitant afin de lever ces écarts.

L'exploitant est mis en demeure, dans un délai d'un an, de ne plus accepter dans le casier d'exploitation les boues en provenance de la station d'épuration des eaux urbaines de Martigues.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Débroussaillage / abattage d'arbres

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 10/07/2020, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage / abattage d'arbres
Prescription contrôlée : Le cas échéant, l'exploitant effectue le complément du débroussaillage en s'assurant du respect des distances fixées à l'article 7.6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2009 et en procédant à des coupes d'arbres ciblées.
Constats : Certains arbres ont été abattus dans le cadre des opérations légales de débroussaillage en lien avec les services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets de dégrillage de la station d'épuration de Martigues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, Annexe III-1-d
Thème(s) : Risques chroniques, Caractérisation de base
Prescription contrôlée : Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce qu'une nouvelle caractérisation soit effectuée ou jusqu'à trois ans après l'arrêt de la mise en décharge du déchet.
Constats : La caractérisation de base des déchets de dégrillage issus de la station d'épuration de Martigues n'a pas été réalisée.
Observation : Cette typologie de déchets peut présenter des difficultés d'acceptation sur les installations de stockage de déchets, au regard de critères fixés par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 (notamment siccité, teneur en COT...), leur caractérisation de base est donc essentielle pour s'assurer de la conformité des déchets acceptés sur l'installation. L'exploitant transmet sous un mois à réception du présent rapport un rapport de caractérisation de base des déchets de refus de dégrillage de la STEU de Martigues.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchets de dégrillage de la station d'épuration de Martigues

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, Annexe III-2
Thème(s) : Risques chroniques, vérification de conformité
Prescription contrôlée : Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.
Constats : Aucun résultat d'essai de conformité n'a pas été communiqué à l'Inspection
Observation : Une fois réalisée la caractérisation de base mentionnée au point de contrôle précédent, l'exploitant devra réaliser des essais de conformité selon les prescriptions de l'Annexe III-2 de l'Arrêté Ministériel du 15/02/2016.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission des lixiviats
Prescription contrôlée : Les lixiviats respectent, avant traitement, les valeurs limites suivantes afin de ne pas perturber le bon fonctionnement biologique de la station, notamment pour le paramètre AOX : concentration maxi (mg/l): 1
Constats : La valeur AOX dépasse la valeur limite: 4,9 mg/l (analyse de février 2022)
Observation : L'exploitant transmet sous un mois à réception du présent rapport une synthèse des résultats de l'autosurveillance sur les lixiviats pour l'année 2022, présentant les éventuels dispositifs de prétraitement mis en oeuvre et les dépassements constatés sur les différents paramètres. En cas de dépassements des VLE, il propose un plan d'actions permettant le respect de ces dernières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage et décapage
Prescription contrôlée : <u>Stockage des déchets :</u> Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence débroussaillée tout autour du casier. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres. Une bande de 50 mètres de largeur est maintenue en permanence décapée tout autour de l'alvéole en cours d'exploitation. Une bande de 50 mètres de largeur à compter des bandes décapées définies ci-dessus est maintenue débroussaillée. Une bande de 50 mètres de largeur à compter de la clôture du site, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site. L'ensemble de ces travaux est réalisé progressivement, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. <u>Déchèterie et plateforme de compostage :</u> Une bande de 50 mètres de largeur, à compter de la clôture de chacune des installations, est maintenue débroussaillée à l'extérieur du site. L'intérieur des installations est maintenu débroussaillé en permanence.
Constats : Le site est correctement débroussaillé et décapé, y compris à l'extérieur (bande de 50 m)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2009, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Entretien des moyens d'intervention: L'ensemble de ces moyens doit être maintenu en bon état et vérifié périodiquement. L'exploitant doit pouvoir justifier de l'exécution de ces dispositions auprès de l'Inspection des Installations Classées. Le site sera doté : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen d'intervention mobile constitué à minima par un camion citerne équipé d'une moto pompe et de petits matériels (tuyaux, lances ...),- de moyens de pompage et de conduite vers la déchetterie et les installations de compostage de l'eau du bassin d'orage de 5 000 m³,- d'extincteurs adaptés et en nombre suffisant disponibles en permanence aux postes de contrôle et dans les différentes installations. Les installations sont au moins dotées : <ul style="list-style-type: none">- de deux citernes d'eau incendie (type DFCI) de 60 m³ équipées de raccords normalisés et placées à proximité immédiate de l'alvéole en exploitation,- d'une réserve minimale de 400 m³ de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours d'exploitation. Cette réserve de matériaux est uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et ne sera pas confondue avec celle nécessaire à la couverture journalière des déchets.
Constats : L'exploitant dispose de l'ensemble des moyens incendie requis. Les vérifications annuelles ont été effectuées le 18/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réception des boues

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/06/2022, article L.541-1 II- 2°
Thème(s) : Situation administrative, hiérarchie des modes de traitements des déchets
Prescription contrôlée : II. Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : ... 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination ;
Constats : Les boues issues de la station d'épuration des eaux urbaines de Martigues sont stockées sur le site du Vallon du Fou. Ces quantités représentent une proportion significative de l'ensemble des déchets éliminés sur l'installation (environ 10%). L'Inspection considère que ce type de déchets peut faire l'objet d'une valorisation organique au lieu d'être stocké en ISDND (les boues de STEU devant être considérées comme des déchets non ultimes). Le SRADDET donne également la priorité à la valorisation des boues par retour au sol final (dès lors que leur qualité le permet) et encourage le développement de la méthanisation territoriale (tenant compte de possible mutualisation des équipements pour le traitement de biodéchets) ; A ce titre, il est constaté que la hiérarchie des modes de traitement des déchets telle que définie à l'article L.541-1 II 2° n'est pas respectée, à savoir dans l'ordre: a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. Ce constat a fait l'objet d'une première alerte de l'exploitant par courrier préfectoral le 6 décembre 2019. L'inspection constate qu'aucune amélioration sur le sujet n'a été mise en œuvre par l'exploitant depuis trois ans, celui-ci continuant à accepter en stockage ces déchets non ultimes.
Observations : L'étude technico-économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de juillet 2020 qui conclut <i>"d'un point de vue technico-économique et social, le scénario ISDMA puis méthanisation est le meilleur scénario"</i> , n'est pas satisfaisante pour l'Inspection. En effet, l'exploitant ne propose pas de solution à court terme pour valoriser les boues, étant donné l'avancement relatif des projets de méthanisation associés aux boues de STEU. Le co-compostage in situ (Vallon du Fou) de boues en mélange avec des déchets verts n'est par exemple pas étudié, alors qu'une activité de compostage de déchets verts est déjà exercée et autorisée sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription sous 1 an.